**Le Centre de recherches et de diffusion juridiques**

**du Conseil d’État recrute 4 stagiaires en droit comparé**

**(droit italien, espagnol, allemand et Common Law)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Paris 1er - 1 place du Palais Royal** |  | **Stage** |  | **Temps plein** |
|  | **Durée : 5 mois** |  | **Niveau : master 2** |  | **Février 2026** |

**Le Centre de recherches et de diffusion juridiques (CRDJ) du Conseil d’État**, en charge de l’élaboration et de la diffusion de la jurisprudence administrative, recrute 3 stagiaires. Elles et ils participeront aux missions de la cellule de droit comparé : assistance juridique sur les systèmes juridiques et législatifs de certains pays européens et de Common Law, veille juridique, etc.

Vous êtes actuellement étudiant ou étudiante en **master de droit comparé** ou en **double master en droit français et droit étranger**, vous connaissez le droit italien, allemand, espagnol ou la Common Law.

Vous justifiez d’une excellente maîtrise d’au moins une langue suivante : allemand, anglais, espagnol ou italien, et vous êtes disponible pour un stage de 5 à 6 mois à compter de début février 2026.

**// Rejoignez-nous !**

**/ Profils recherchés**

* Connaissance d’un des systèmes juridiques de la compétence de la cellule de droit comparé.
* Préférence pour les profils de niveau master 2 ayant suivi un double cursus (français et dans un autre système juridique présent à la cellule) ; les profils de master de droit comparé ou des étudiantes et étudiants étrangers peuvent également convenir.
* Candidates et candidats étrangers : la langue française doit être maîtrisée dans la mesure où la ou le stagiaire rédigera en français des résumés pour les veilles de jurisprudence et les restitutions de ses recherches juridiques.
* Un niveau de compréhension élevé d’un texte juridique en langue étrangère est exigé.
* La ou le stagiaire doit être motivé, curieux d’apprendre et avoir une appétence pour le travail en équipe et pour les travaux de recherches.

****

**/ Modalités**

**Durée : 5 mois.**

Début février 2026 - fin juin 2026

**Les stages sont impérativement à temps plein (35h par semaine)**, sauf aménagements ponctuels pour études ou examens. Ils peuvent s’inscrire dans le cadre de **stages obligatoires ou facultatifs**.

**Une formation est organisée à votre arrivée** pour vous présenter l’organisation de votre service d’accueil, son fonctionnement et ses outils de travail.

Conformément aux dispositions de l’article L. 124-1 du code de l’éducation, **le stage fait l’objet d’une convention assortie d’une gratification selon la législation en vigueur, d’une prise en charge de l’abonnement aux transports publics à hauteur de 75 % et d’une restauration collective avec repas subventionnés.**

****

**/ Candidatures et procédures de sélection**

**• Jusqu’au mercredi 10 septembre 2025 inclus**, candidature(s) à envoyer par voie électronique à stages-aidedecision@conseil-etat.fr accompagnée(s) :

- D’une lettre de motivation : **si vous postulez à plusieurs offres de stage niveau master, vous devez faire plusieurs lettres de motivation, soit une lettre spécifique pour chaque type d’offre (à la section du contentieux / dans une section consultative / à la section des études / au Centre de recherches et de diffusion juridiques)**.

- D’un curriculum vitae détaillé.

- Du relevé des notes obtenues à votre dernier diplôme ou examen de droit public.

**• Mi-septembre** : un comité établit la liste des candidats présélectionnés sur dossier pour un entretien.

**• Début à fin octobre** : entretien et réponse à la candidature.

Toutes les informations utiles seront disponibles sur le site internet du Conseil d’État, rubrique « [Nous rejoindre > Les stages](https://www.conseil-etat.fr/pages/nous-rejoindre/nos-metiers/les-stages/postulez-pour-un-stage-de-6-mois-au-conseil-d-etat-a-partir-de-janvier-2025) ».

Pour obtenir des renseignements : stages-aidedecision@conseil-etat.fr

**// Qui sommes-nous ?** ꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷ

**Le Conseil d’État garantit au quotidien que l’administration respecte le droit et les libertés fondamentales des citoyens.** Il juge les conflits qui opposent les citoyens, les entreprises et associations à l’administration. Il est aussi le conseiller juridique du Gouvernement et du Parlement : il fait des propositions pour que les futures lois et réglementations soient conformes au droit et applicables dans la vie quotidienne.

Près de 800 personnes travaillent au Conseil d’État pour faciliter l’accès de tous et toutes à la justice.

**Toutes les infos sur** [www.conseil-etat.fr](http://www.conseil-etat.fr)

**Chaque semestre, le Conseil d’État recrute une cinquantaine de stagiaires de niveau master**, venant d’horizons variés, afin de participer aux travaux de l’institution.

Faire son stage de master au Conseil d’État, c’est voir de près le travail de ses membres et de ses services, faire l’expérience de l’exigence et de la rigueur, participer à l’élaboration de la jurisprudence contentieuse et des textes normatifs, ou encore à celle de l’étude annuelle.

**// Informations complémentaires** ꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷꟷ

Important : le Conseil d’Etat met en œuvre un plan de lutte contre les discriminations et pour la promotion de la diversité. Si vous vous estimez victime d’une discrimination dans le cadre du processus de recrutement, vous avez la possibilité d’adresser un message à la boîte fonctionnelle suivante : allodiscrim@orange.fr

Les critères de discrimination sont énumérés à l’article 1er de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008.

**// Contacts**

 stages-aidedecision@conseil-etat.fr